

Note de conjoncture - Juin 2013

C'est l'événement de ces derniers mois : plus personne ne défend ouvertement les politiques d'austérité, y compris ceux qui en ont été les partisans les plus ardents. L'échec de ces politiques est flagrant depuis longtemps dans les pays de l'Europe du Sud. Mais aujourd'hui ce sont les pays du cœur de la zone euro, France et même, dans une moindre mesure, Allemagne, qui sont touchés à leur tour. Le FMI a du reconnaître qu'il avait sous-estimé les effets récessifs de ses préconisations puis s'en est pris à la Commission européenne, la rendant responsable des « échecs notables » rencontrés par la Troïka en Grèce. Le dogme des 90%, seuil maximum de dette publique à ne pas dépasser sous peine de chute brutale de la croissance, s'est révélé n'être que le résultat d'une grossière erreur de calcul. Les pays, membres de la zone (Espagne, Italie, France) ou non membres (Etats-Unis, Japon) qui demandaient un infléchissement de la politique européenne, ont fini par être écoutés. La Commission a dû desserrer la bride de l'austérité en accordant des délais supplémentaires à certains pays, dont la France, pour ramener leur déficit sous la barre des 3%. Mais elle l'a fait en exigeant, en contrepartie, des « réformes structurelles » dont la systématisation pourrait bien se révéler aussi désastreuse que l'austérité strictement budgétaire. Elle se montre aussi, au sein de la Troïka, toujours aussi intransigeante avec les pays sous assistance financière : la fermeture brutale de l'audiovisuel public grec en est la dernière illustration.

Cette crise économique aiguë de la zone euro reste, avec le ralentissement de l'économie chinoise, le principal facteur de fragilité d'une reprise mondiale qui reste globalement limitée et de plus en plus inégale suivant les pays.

Dans ce contexte, la note de conjoncture de l'Insee du 20 juin confirme que tous les indicateurs de l'économie française ont viré au rouge : croissance, consommation, investissements, exportations et surtout chômage. La récession réduisant les rentrées fiscales, le déficit public 2013 dérape jusqu'à 3,7%, bien loin des 3% initialement visés. La France a obtenu 2 ans de délais supplémentaires pour revenir aux 3%. Mais Bruxelles lui « recommande », en contrepartie, de réformer, entre autres, son système de retraites qui doit retrouver son équilibre financier avant 2020. F. Hollande s'est déjà prononcé pour un allongement de la durée de cotisation qui pourrait se cumuler avec d'autres propositions du rapport Moreau qui vont toutes dans le sens de départs à la retraite plus tardifs et de pensions plus réduites. Tout montre, les sondages notamment, que cette question et celle de l'emploi seront, à la prochaine rentrée, au centre des préoccupations de l'opinion publique.

Economie mondiale : reprise toujours aussi fragile et de plus en plus inégale

Les prévisions de croissance les plus récentes sont celles de l'OCDE (29 mai 2013) qui a du revoir à la baisse ses prévisions de novembre 2012 pour les grandes économies occidentales à l'exception du Japon, tout en alertant, pour l'Europe, sur les risques de « stagnation, avec des conséquences négatives pour l'économie mondiale ».

La croissance mondiale serait de 3,1% en 2013 au lieu des 3,4% attendus en novembre.

Point le plus noir, la zone euro s'enfoncerait bien plus que prévu dans la récession (-0,6% en 2013 au lieu de -0,1% et +1,1% seulement en 2014).

Par contraste, l'amélioration de la situation au Japon est jugée « spectaculaire ». La croissance y a bondi au 1^{er} trim. 2013 de +3,5% en rythme annuel. En conséquence l'OCDE révisé sa prévision pour 2013 à +1,6% au lieu de +0,7% et pour 2014 à +1,4% au lieu de +0,8%. Ce sont là les premiers résultats de 6 mois de politique non « orthodoxe » du nouveau gouvernement de S. Abe (conservateur) qui donne la priorité absolue, non à la réduction d'une dette publique pourtant colossale (240% du PIB !) et d'un déficit public de 9,8% (!), mais à la sortie de 15 ans de dépression et de déflation. En attendant la « flèche » des « réformes structurelles » aux contours encore imprécis, les « Abenomics » s'appuient sur deux autres « flèches » :

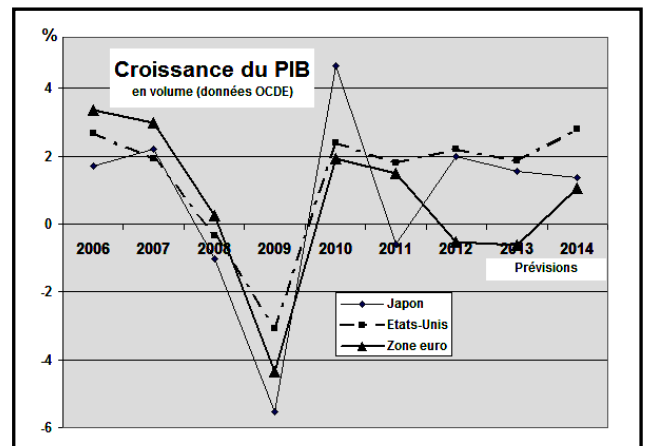
- **une relance budgétaire de 160 Mds€**, votée en début d'année, prévoyant de grands travaux, redémarrage du nucléaire y compris, qui augmente encore la dette, mais redynamise la croissance
- **la banque centrale (BoJ)**, sur pression du gouvernement, s'est lancée dans une **politique très active d'achats de titres qui vise à doubler en 2 ans la masse monétaire en circulation** dans le pays afin de générer une hausse des prix (objectif de 2% d'inflation) et de soutenir, même si le Japon s'en défend, **une baisse du Yen** (- 20% de dépréciation par rapport au dollar depuis novembre) et, en conséquence, le **redémarrage des exportations** (+3,8% en valeur au 1^{er} trimestre)

Pour les Etats-Unis, plusieurs indicateurs confirment une certaine reprise : croissance en hausse, baisse du chômage, réduction des déficits publics, assainissement du réseau bancaire. **La prévision de croissance pour 2013 est de +1,9%** au lieu des +2,0% prévus et pour 2014 de +2,8%. Le léger recul pour 2013 est imputable aux coupes budgétaires automatiques entrées en vigueur cette année, faute d'accord au Congrès sur une réduction du déficit américain.

Mais l'optimisme vient surtout des pays émergents. Malgré sa perte de vitesse de 2012 et du début 2013, la Chine reste sur une trajectoire ascendante (+ 7,8 % en 2013 et + 8,4 % en 2014) tout comme l'Inde (+ 5,7 % et + 6,6 %) ou l'Indonésie (+ 6 % et + 6,2 %).

Au total, l'OCDE prévoit une amélioration de la situation économique mondiale à partir du 2^{ème} semestre 2013, trop lente cependant pour faire baisser de façon significative le chômage. **Toutefois, en plus du souci majeur que représente la zone euro** (cf paragraphe suivant), **plusieurs sujets d'inquiétude fragilisent ce mouvement de reprise** et se traduisent par quelques soubresauts des marchés boursiers qui restent cependant fortement orientés à la hausse :

- **La croissance chinoise, moteur essentiel de l'économie mondiale a connu en 2012 sa hausse la plus faible depuis 13 ans** (+7,8% alors que +8% sont nécessaires pour stabiliser le chômage). La Chine rencontre en effet des difficultés dans sa politique de substitution de la consommation intérieure à des



exportations frappées par le contrecoup de la crise en Europe. D'une part la tendance à épargner reste forte en raison de la faiblesse de la couverture sociale et de la hausse de l'immobilier. D'autre part la hausse des salaires pour soutenir la consommation, ajoutée à l'appréciation du yuan, se traduit par une augmentation du coût unitaire du travail (progression de +25% par rapport aux Etats-Unis depuis 2006) qui conduit à des délocalisations au profit des pays de l'Asie du Sud-Est et à des entraves supplémentaires à l'exportation.

• **Si les performances du Japon sont saluées** de toutes parts, de plus ou moins bon cœur, les défenseurs de « l'orthodoxie » soulignent le risque d'un retournement de situation et notent que la déflation ne faiblit toujours pas. Le FMI évoque des « risques considérables » et insiste comme l'OCDE sur l'urgence des « mesures structurelles » annoncées, indispensables à la réduction des déficits publics.

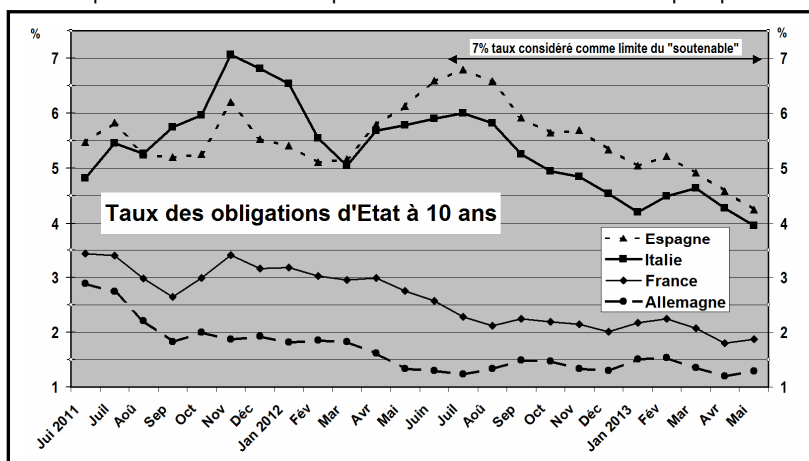
• **Aux Etats-Unis, l'emploi reste la préoccupation essentielle.** Certes, le mouvement de créations d'emplois se poursuit régulièrement (175 000 en solde en mai), mais à un niveau limité. Certes, le taux de chômage a baissé de 2,5 pts depuis son point haut en octobre 2009, mais cette baisse est en partie due à la baisse de la population active. Le taux d'emploi n'a pas bougé depuis le début de la reprise, et il est toujours en baisse de 5 pts par rapport à 2008.

Ces résultats en demi teinte conduisent la Banque centrale américaine (Fed) à maintenir sa politique active de soutien à l'économie avec un taux directeur pratiquement à 0 depuis la fin 2008 et le rachat depuis cette date de plus de 2 500 Mds\$ d'obligations. Cette politique a suscité un débat interne à la Fed entre ceux qui préconisaient de la maintenir tant que le chômage reste supérieur à 6,5% et l'inflation contenue à moins de 2% et ceux qui prônaient un ralentissement immédiat de l'injection massive de liquidités (85 Mds\$ d'obligations d'Etat américaines et d'actifs immobiliers par mois actuellement). L'hypothèse d'un inflexionnement de la politique de la Fed, après avoir agité les marchés et suscité un rebond des taux des obligations souveraines, vient d'être confirmé : la FED va s'inscrire dans un scénario de sortie de crise en limitant ses achats dès septembre et devrait remonter son taux directeur à la mi 2014.

Zone Euro : la faillite des politiques d'austérité

«Il faut bien comprendre que la crise dans la zone euro est terminée». Cette phrase de F. Hollande tient plus à la défense des intérêts économiques qu'il était venu défendre au Japon, le 8 juin, qu'à la réalité de la situation. En effet, s'il apparaît que la crise financière aiguë qu'a traversée la zone euro s'est pour l'instant calmée, la crise économique, elle, ne cesse d'empirer.

La hausse brutale des taux des dettes souveraines avait marqué le début de la crise financière de la zone euro en 2010. Ils sont aujourd'hui nettement orientés à la baisse (cf graphique ci-contre) sous l'effet, notamment, du programme OMT de la Banque Centrale Européenne (rachat illimité des obligations souveraines), dont la simple menace a suffi, depuis septembre dernier, à enrayer la crue des taux. De plus, l'abondance des liquidités due aux mesures de création monétaire massives du Japon et des Etats-Unis, et la détermination de la BCE à « sauver » l'euro ont dynamisé la demande des investisseurs pour les obligations des pays périphériques (Italie, Espagne, Irlande et Portugal notamment) aux rendements intéressants, ce qui a encore accru le mouvement de baisse des taux. En mai, par exemple, le taux italien à 10 ans était redescendu au dessous de 4% et le taux grec à 9% après avoir atteint 27% à la mi 2012.



La crise financière n'est pas pour autant terminée. Les sujets d'inquiétude restent en effet nombreux. Si certains pays, comme le Portugal et l'Irlande, ont pu, du fait de la baisse des taux, accéder de nouveau aux marchés pour refinancer leur dette, d'autres, comme la Grèce et Chypre, en restent exclus et sont donc entièrement dépendants de l'aide du Mécanisme européen de stabilité (MES). La réalisation de l'Union bancaire achoppe sur la demande allemande de révision des traités. Le débat sur la prise en compte ou non par le mécanisme de supervision des dettes « héritées » (contractées avant la mise en place du mécanisme) n'est toujours pas tranché, ce qui laisse un pays comme l'Espagne à la merci d'une crise bancaire. La Slovénie, en difficulté, pourrait à son tour demander une aide éventuellement structurée comme celle de Chypre (cad avec participation des déposants) avec le risque d'un nouveau mouvement de panique des investisseurs pour leurs dépôts dans les pays de la périphérie. Paradoxalement, l'OMT, levier décisif de la stabilité, alors qu'il n'a pas servi, reste flou dans sa définition et suspendu à la décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Plus généralement ce sont les spéculations sur les évolutions à court terme des politiques des banques centrales (gestion de la sortie de crise par resserrement monétaire aux Etats-Unis et au Japon, nouvelle baisse du taux directeur de la BCE déjà ramené à 0,5% au 1^{er} mai) qui suscitent dans la dernière période un fort regain de volatilité des marchés et une remontée générale des taux obligataires, dans des proportions limitées cependant.

en %	Croissance T1 2013 en % du PIB	Taux chômage Avril 2013	Taux chômage moins de 25 ans Avril 2013	Taux obligations 10 ans
Zone euro	-0,8	12,2	24,4	2,7
Allemagne	0,4	5,4	7,5	1,3
Irlande	-	13,5	26,6	3,5
Grèce	-5,6	27,4	62,5	9,1
Espagne	-2,0	26,8	56,4	4,3
France	-0,8	11,0	26,5	1,9
Italie	-2,4	12,0	40,5	4,0
Portugal	-1,6	17,8	42,5	5,5

Source : Eurostat
Croissance du 1er trimestre exprimée en rythme annuel

Au plan économique, la zone euro sombre dans le marasme. La croissance dans la zone s'est contractée en moyenne de -0,8 % au 1^{er} trimestre 2013 (en rythme annualisé), après -0,6 % au 4^{ème} trimestre 2012 (cf tableau ci-dessus). La croissance y reste négative pour le 6^{ème} trimestre d'affilée. Il s'agit de la plus longue période de récession depuis 1995. En 2008-2009, le repli de la croissance après la faillite de Lehman Brothers n'avait duré que 5 trimestres consécutifs. La situation continue de s'aggraver tout particulièrement pour l'Espagne (- 2,0 %), l'Italie (- 2,0 %), le Portugal (- 1,6 %), Chypre (- 5,2 %) et la Grèce (- 5,3 %). Mais le fait nouveau du début 2013 est que les pays du cœur de la zone euro jusqu'ici relativement préservés sont à leur tour frappés : la France (-0,8%), les Pays-Bas et la Finlande (- 0,4 %) et même l'Allemagne, qui a enregistré une croissance à peine positive (0,4 %), plus faible que prévu. La reprise de la croissance d'ici la fin de l'année est d'autant plus incertaine que les autorités européennes misaient presque exclusivement sur le développement des exportations, aujourd'hui largement compromis par le ralentissement de la Chine.

Le chômage bat tous ses records en zone euro et progresse pour le 23^{ème} mois consécutif. Le nombre de chômeurs était en avril de 19,4 millions (+95 000 en un mois et +1,6 million en un an), ce qui correspond à un taux de chômage record de 12,2%. Aucun retournement de situation n'est en vue, même si la zone euro sort de récession d'ici la fin 2013. **La progression du chômage en un an est particulièrement critique** en Grèce (de 21,9% à 27%), en Espagne (de 24,4% à 26,8%), à Chypre (de 11,2% à 15,6%) et au Portugal (de 15,4% à 17,8%).

Le chômage des jeunes de moins de 25 ans prend des proportions alarmantes. Il concerne 1 jeune sur 4 (24,4 %) dans la zone euro en avril, avec des pics d'1 jeune sur 2 en Grèce (62,5 %), en Espagne (56,4 %), au Portugal (42,5 %) et en Italie (40,5 %). Le chômage des jeunes sera le thème majeur du sommet européen des 27 et 28 juin. Allemagne, France, Italie et Espagne y proposeront de débloquer en 2 ans les 6 Mds€ prévus au budget européen pour l'ensemble de la période 2014-2020 au titre de la « Youth Guarantee ».

De plus, les objectifs de réduction des déficits, fondement même des politiques qui ont conduit à cette situation de récession et de chômage endémique, **sont loin d'être atteints et se sont souvent même éloignés.** La « révision des prévisions économiques » de la Commission du début mai montrent que seuls 4 pays (Finlande, Estonie, Slovaquie et Luxembourg) respectent les 2 critères de convergence imposés par le pacte de stabilité : dette publique inférieure à 60% et déficit inférieur à 3%. Quatre autres pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Italie) ne respectent que le critère de déficit. Les 9 autres pays (France, Espagne, Italie, Portugal, Pays-Bas, Chypre, Grèce, Irlande, Malte) ne respectent aucun des 2 critères (cf tableau ci-contre).

Prévisions 2013 pour les critères de convergence		
en % de PIB	Déficit public Prév 2013	Dette publique Prév 2013
Allemagne	-0,2	81,1
Autriche	-2,2	73,8
Belgique	-2,3	101,4
Chypre	-6,5	109,5
Espagne	-6,5	91,3
Estonie	-0,3	10,2
Finlande	-1,8	56,2
France	-3,9	94,0
Grèce	-3,8	175,2
Irlande	-7,5	123,3
Italie	2,9	131,4
Luxembourg	-0,2	23,4
Malte	-3,7	73,9
Pays-Bas	-3,6	74,6
Portugal	-5,5	123,0
Slovaquie	-3,0	54,6
Slovénie	-5,3	61,0

Source : Commission
Cases surignées : critères respectés

La faillite des politiques d'assainissement budgétaire à tout prix est devenue en quelques mois si manifeste que plus personne ne les défend ouvertement. FMI et OCDE ont insisté de plus en plus sur la nécessité de la croissance. Puis le FMI a reconnu qu'il avait « sous-estimé » les effets récessifs de ses préconisations avant de rejeter sur la Troïka et plus particulièrement sur la Commission, la responsabilité du « retard » pris sur la restructuration de la dette grecque. C'est aussi, pour la dette publique, le dogme du seuil fatidique des 90% du PIB, au-delà duquel la croissance est condamnée à la chute libre, qui est apparu comme le résultat d'une grossière erreur de calcul. En même temps, de nombreux et puissants pays extérieurs à la zone (Etas-Unis, Japon) et intérieurs (France, Italie, Espagne) ont multiplié les appels à infléchir la politique européenne. Dans ces conditions l'Allemagne et la Commission ont dû nuancer leur discours. La Chancelière a subitement trouvé des mérites au SMIC (s'il est fixé par branches) et JM Barroso a dû reconnaître que « la politique d'austérité a atteint ses limites ».

La Commission, dont le rôle vient d'être considérablement renforcé dans la gouvernance, la surveillance budgétaire et les sanctions financières, **a donc dû desserrer la bride de l'austérité en proposant fin mai des délais supplémentaires à certains pays pour ramener leur déficit en dessous des 3%** qui devaient être atteints en principe en 2013 : 2 ans à la France, l'Espagne, la Pologne et la Slovaquie ; 1 an aux Pays-Bas et au Portugal. Elle propose en outre de faire sortir l'Italie de la procédure d'infraction pour déficit excessif, tout en mettant en demeure la Belgique accusée de « n'avoir engagé aucun acte suivi d'effet ». En contrepartie, elle formule pour chacun des Etats de multiples « recommandations » de « réformes structurelles » (systèmes de santé et de retraites, marché du travail, compétitivité, fixation des salaires, etc.) dont on peut penser que la mise en œuvre systématique se révélera aussi désastreuse que l'austérité strictement budgétaire. L'ensemble de ces propositions seront débattues par le Conseil européen du 27 juin. A noter que la Commission et la Troïka se montrent toujours aussi intransigeantes avec les pays sous assistance financière (Grèce, Portugal, Irlande et Chypre) : l'injonction faite à la Grèce de supprimer 2000 postes de fonctionnaires d'ici septembre qui explique, entre autres, la décision stupéfiante de fermer du jour au lendemain la télévision d'Etat, en est la dernière illustration.

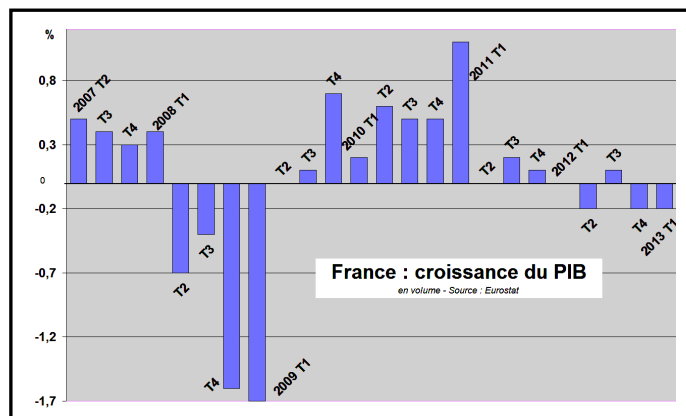
Economie française : alerte rouge

Le premier anniversaire de l'accession de F. Hollande à l'Elysée a été l'occasion de constater que la situation économique du pays, déjà très difficile, il y a un an, s'est encore dégradée depuis.

La croissance a, selon l'Insee, reculé de -0,2% au 1^{er} trim. 2013 alors qu'elle avait déjà reculé de -0,2% au 4^{ème} trim. 2012. Cette baisse, la 3^{ème} en un an, **fait retomber la France en récession.** Cette récession, reste pour l'instant limitée, sans aucune commune mesure avec celle de 2008-2009. Le gouvernement maintient sa prévision de croissance pour 2013 à +0,1% après l'avoir revue déjà 2 fois à la baisse depuis la discussion du budget (de +0,8% à +0,4%, puis à +0,1%). La plupart des organismes et institutions, notamment l'Insee (Note de conjoncture du 20 juin) prévoient plutôt -0,1%.

Plus alarmant encore, l'Insee précise que chacune des composantes du PIB contribue négativement à la croissance :

- « **La production totale est au point mort** ». La production est même en baisse très sensible dans les matériels de transport, l'agroalimentaire et la construction
- « **La consommation des ménages est atone** ». Le moteur traditionnel de la croissance a stagné pendant 6 mois, fin 2012, avant de reculer de -0,1% au 1^{er} trim. 2013. La hausse des dépenses d'énergie (+5%) liée à la rigueur de l'hiver ne compensent pas la baisse des produits manufacturés et surtout des automobiles (-5,8%)
- « **Les dépenses d'investissement se replient** ». Pour le 5^{ème} trimestre consécutif, l'investissement des entreprises baisse (-0,8%) tandis que celui des ménages perd -1,3%.
- « **Les exportations reculent de nouveau** ». Après avoir joué positivement à la mi 2012, les exportations continuent de baisser (-0,5% après -0,7%)



Préoccupation majeure de l'opinion comme du gouvernement, le chômage ne cesse de progresser au rythme moyen de 1 000 chômeurs supplémentaires par jour ! Le nombre de demandeurs d'emploi de cat A (sans aucune activité) a enregistré, pour la France métropolitaine, fin avril 2013 son **24^{ème} mois consécutif de hausse pour atteindre le nombre record de 3,264 millions soit 721 700 de plus qu'un an auparavant**. La progression est donc de +12,5% en un an (+12,7% pour les moins de 25 ans et +17,3% pour les plus de 50 ans).

Toutes catégories confondues et pour la France entière le nombre de demandeurs d'emploi atteint 5,095 millions.

Le taux de chômage (au sens du BIT) de la population active (France métró) a progressé depuis la mi 2011 (début de la nouvelle accélération du chômage) jusqu'à avril 2013 de 1,3pts au total, soit environ 0,2 pts par trimestre. **Selon l'Insee, la hausse du chômage se poursuivrait ensuite à un rythme moins soutenu de 0,1 pt par trimestre pour atteindre 10,7% fin 2013.** Cette moindre rapidité de la hausse suppose que le

gouvernement atteigne, d'ici la fin 2013, les objectifs volontaristes qu'il s'est donné pour les «emplois subventionnés» : 100 000 emplois d'avenir (30 000 seulement aujourd'hui), 75 000 contrats de génération et surtout 540 000 contrats aidés (insertion, apprentissage, etc.). Il sera, même dans ces conditions, difficile de parler de cette « inversion de la courbe du chômage » sur laquelle s'est engagé avec tant d'insistance F. Hollande. En tout état de cause, la création de véritables emplois nécessiterait une croissance d'au moins +1,5% pour compenser les gains de productivité (+1% par an) et l'augmentation de la population active (+100 000 personnes /an).

Le pouvoir d'achat a baissé pour la 1^{ère} fois depuis 30ans (-0,9% en 2012 contre +0,7% en 2011), pesant lourdement sur la consommation des ménages et la croissance. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat « ressenti » au niveau individuel (pouvoir d'achat par unité de consommation) se replie de -1,5 %, alors qu'il était stable en 2011. C'est la plus forte baisse depuis 1984 (- 1,9 %).

L'exécutif a dû revoir (cf note précédente) sa prévision de déficit public pour 2013 à 3,7%, bien loin des 3% imposés en principe par Bruxelles et auquel il s'était accroché, contre toute évidence, pendant des mois. A l'origine de ce dérapage, le repli de l'activité qui va se traduire par des recettes budgétaires qui seront inférieures de 14 Mds€ à ce qui était prévu cet automne, notamment TVA et impôts sur les sociétés. Par contre, les dépenses seront inférieures de 1Mds€ à ce qui était prévu, la charge de la dette étant nettement revue à la baisse. La France n'a en effet jamais emprunté à aussi peu cher (le taux des obligations à 10 ans est passé en un an de 2,96% à 1,81%, ce qui représente 2,4Mds€ d'économie pour l'année 2012

Des « réformes structurelles » en contrepartie d'un délai de 2 ans

Après avoir reçu en avril les programmes de stabilité des pays européens, la Commission a publié le 29 mai ses «recommandations» pour chacun de ces pays. Elle propose pour la France un délai supplémentaire de 2 ans pour ramener son déficit sous la barre des 3%.

Cette concession, qui a surpris par son ampleur, **s'accompagne d'un calendrier précis de retour du déficit aux 3%** : 3,9% en 2013, 3,6% en 2014 et 2,8% en 2016. **Elle s'accompagne surtout d'un vaste programme de «réformes structurelles»** d'une précision telle que ces «recommandations» apparaissent comme laissant peu de marges de manœuvre au gouvernement et donc comme très contraignantes.

- **Ainsi pour les retraites**, dont le financement devra être assuré au plus tard en 2020, il est recommandé "d'adapter les règles d'indexation, les âges minimum et de taux plein, la période de contribution et les régimes spéciaux, mais en évitant d'augmenter les contributions des employeurs".
- La Commission a également renouvelé ses demandes d'« assouplissement » du marché du travail, l'ANI n'étant pour elle qu'un premier pas, **d'une assurance chômage** privilégiant la reprise la plus rapide possible du travail et **d'ouverture de professions** comme les notaires et les taxis.
- Elle demande aussi la **suppression des tarifs réglementés sur le gaz et l'électricité** et **l'ouverture du secteur du transport ferroviaire** des passagers.
- La Commission prend acte de la mise en place du CICE mais souligne que **les entreprises ont besoin d'être encore davantage aidées. Elle propose à cet effet de basculer une part de la fiscalité qui pèse trop sur le travail vers la consommation**, mais aussi vers la fiscalité écologique.

La présentation de ces recommandations à la France, fin mai, a été l'occasion d'échanges acides relevant surtout du jeu de rôles. J.M. Barroso a affirmé, à l'attention notamment de l'Allemagne, «c'est un message d'exigence» et F. Hollande a répondu, à l'attention de son opinion publique, «la Commission n'a pas à dicter à la France ce qu'elle doit faire». Ce dernier avait cependant pris soin d'indiquer dès la mi mai qu'il poursuivrait les réformes «non parce que l'Europe le demanderait, mais parce que c'est l'intérêt de la France». **Beaucoup des réformes déjà mises en œuvre ou en préparation montrent en effet que la politique de l'exécutif et les «recommandations» sont largement convergentes.**

Le 2^{ème} trimestre 2013 a été marqué

- **par la transposition dans la loi de l'ANI**, confirmant d'importantes atteintes au Code du travail,
 - **par la mise en route du CICE** qui organise une aide de 20Mds€ aux entreprises financée par la hausse de la TVA et par une baisse des dépenses publiques
 - **par la réforme de la politique familiale** pour laquelle il a été finalement choisi, pour combler un déficit de 2Mds€, de privilégier une nouvelle baisse du plafond du quotient familial plutôt qu'une modulation des allocations en fonction des revenus, ce qui n'épargnera qu'une partie des familles des classes moyennes
- La prochaine négociation sur l'indemnisation du chômage** (3,5Mds€ de déficit) s'annonce difficile, le patronat se prononçant pour le retour à la dégressivité des indemnités.

La Conférence sociale des 20 et 21 juin a confirmé que les **2 principaux sujets qui mobilisent l'opinion publique, les forces sociales et le gouvernement sont l'emploi** (la mobilisation des dispositifs sera accompagnée d'une réforme de la formation professionnelle) **et les retraites** (les propositions du gouvernement seront connues en septembre, F. Hollande s'étant prononcé pour l'allongement de la durée de cotisation sans exclusion de le cumuler avec d'autres propositions du rapport Moreau)

Bernard Boisseau

